

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(5) du Règlement:

Question n° 217 par M. Carter—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée pour sa participation aux pensions du service civil durant l'année civile de 1959?

2. Quelle somme le gouvernement a-t-il versée, en 1959, pour les pensions de retraite suivantes: a) les hauts fonctionnaires du gouvernement, b) les fonctionnaires civils, c) les membres des forces armées, d) toutes autres personnes recevant une pension du gouvernement?

3. Combien d'anciens fonctionnaires civils reçoivent une pension?

Question n° 220 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1^{er} janvier 1959, des offices, commissions, corporations ou d'autres organismes d'État, ont-ils tenu des audiences publiques?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, à quelles dates et à quelles fins ont-ils tenu ces séances?

3. A-t-on autorisé une transcription, officielle ou autre, des témoignages lors de ces audiences?

4. Dans le cas de l'affirmative, à l'égard de quelles séances?

5. Quelles transcriptions, officielles ou autres, ont été imprimées ou photocopiées et mises gratuitement à la disposition du public pour être consultées auprès de l'organisme concerné, ou mises en vente par l'Imprimeur de la reine?

6. Quelles sociétés privées ont fait la transcription, officielle ou autre, lors de ces séances?

7. Si des offices, commissions, corporations ou autres organismes d'État ont acheté ces transcriptions de sociétés privées, quel prix ont-ils versé pour chaque transcription ou pour toute série de ces transcriptions?

Question n° 234 par M. Hellyer—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le ministère de la Défense nationale a-t-il dépensé des sommes pour un réseau de communications souterrain, près d'Almonte?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes?

3. A-t-on octroyé des contrats pour l'aménagement de ce réseau?

4. Dans le cas de l'affirmative, à quelles sociétés, quels étaient le montant et l'objet de chaque contrat?

5. A-t-on construit des bâtiments? Dans le cas de l'affirmative, à quelle fin?

6. Se sert-on actuellement de ces bâtiments? Sinon, les démolira-t-on?

7. A-t-on offert des garanties ou des allocations de résiliation à certaines sociétés en ce qui a trait à ce projet?

8. Dans le cas de l'affirmative, à quelles sociétés et pour quels montants?

Sur motion de M. Roberge, pour M. Dupuis, appuyé par M. Michaud, il est ordonné,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général le priant de faire déposer devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis 1957 entre la ville de Saint-Jean (P.Q.), ou ses représentants, et le ministre des Transports, la Commission des transports, ou tout autre organisme fédéral, relativement à l'installation d'une signalisation aux passages à niveau dans la ville de Saint-Jean. (**Avis de motion n° 60*)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.